

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JEDELE TRAITEMENTS DE SURFACE

6 rue Alfred Jédelé ZI GARE
BP 20108
68130 Altkirch

Références : 0006700644_2025_12_03_JEDELE_VIIC-Suivi des échéances
Code AIOT : 0006700644

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement JEDELE TRAITEMENTS DE SURFACE implanté 6 rue Alfred Jédelé ZI GARE BP 20108 68130 Altkirch. L'inspection a été annoncée le 05/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi des échéances:

- Contrôle des plans d'action mis en place par l'exploitant, afin de répondre aux non-conformités constatées dans le cadre de la visite d'inspection du 29 janvier 2024 (Rejets-eaux), ayant fait l'objet de suites administratives (action corrective et mise en demeure par arrêté du 18 mars 2024).

Référentiels utilisés:

- Arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux

- installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260,
- Arrêté du 18 mars 2024 portant mise en demeure à la société JEDELE TRAITEMENT DE SURFACE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JEDELE TRAITEMENTS DE SURFACE
- 6 rue Alfred Jédelé ZI GARE BP 20108 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006700644
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société JEDELE est spécialisée dans la protection des métaux contre la corrosion en réalisant des traitements de surface sur métaux par zingage électrolytique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Compatibilité milieux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Implantation et Aménagement	AP de Mise en Demeure du 18/03/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	Installations de traitement des effluents	AP de Mise en Demeure du 18/03/2024, article 3	Levée de mise en demeure
3	Caractéristiques des rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20-Point I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence un retour à la conformité de l'exploitant vis-à-vis des prescriptions visées par l'arrêté de mise en demeure du 18 mars 2024.

Toutefois, le présent contrôle a également mis en évidence une non-conformité :

- Point de contrôle n°4 : le dossier transmis en 2019 par l'exploitant est incomplet et ne permet pas à l'Inspection de mener une instruction conforme aux objectifs de bon état écologique et chimique des milieux aquatiques.

S'agissant d'une non-conformité documentaire, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, qui peut être par ailleurs, aisément corrigée, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade (demande d'action corrective). Toutefois, à défaut de la transmission des éléments justifiant de la mise en conformité dans le délai indiqué, un projet de mise en demeure sera proposé au Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Implantation et Aménagement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/03/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté des installations
Prescription contrôlée : Dans un délai de 4 mois , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé : <i>"Implantation - Aménagement [...] L'ensemble de l'établissement est maintenu propre et entretenu en permanence, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. [...]"</i>
Constats : Lors du contrôle initial en date du 29 janvier 2024, l'Inspection avait constaté un manquement concernant la propreté des installations ainsi que des sols aux abords des bains de trempage présents dans l'atelier de production. Lors du contrôle sur le terrain, il a été constaté que l'exploitant a mis en œuvre les mesures correctives nécessaires. Les installations, ainsi que les sols situés aux abords des bains de trempage, présentent désormais un bon état de propreté. L'exploitant a également indiqué avoir instauré une fréquence trimestrielle de nettoyage et de curage des installations, ainsi que le long des lignes de traitement, afin de prévenir toute accumulation d'impuretés liée au processus de traitement de surface. Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Installations de traitement des effluents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/03/2024, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Nature et risques des substances
Prescription contrôlée : Dans un délai de 4 mois , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 10.8 de l'arrêté préfectoral n° 87 740 du 02 juin 1988 susvisé : <i>"Aménagement - Installations de traitement des effluents Les systèmes de contrôle en continu doivent déclencher sans délai une alarme efficace signalant le rejet d'effluent non conformes aux limites du pH et entraîner automatiquement l'arrêt immédiat de l'alimentation en eau."</i>
Constats :

Lors du contrôle initial en date du 29 janvier 2025, l'Inspection avait constaté qu'en cas de rejet d'effluents non conformes aux limites du pH en sortie de station de traitement physico-chimique, l'alimentation en eau ne s'arrêtait pas automatiquement.

En effet, une intervention manuelle sur le tableau électrique de contrôle était nécessaire, afin de déclencher l'arrêt immédiat de l'alimentation.

Afin de justifier le retour en conformité, l'exploitant a présenté, lors du contrôle en salle, les factures correspondant aux travaux réalisés pour l'installation d'une électrovanne de coupure automatique.

Lors du contrôle sur site, une vérification visuelle a permis à l'Inspection de constater la présence effective de cette électrovanne sur la canalisation principale d'alimentation en eau des lignes de traitement de surface.

Par ailleurs, à la demande de l'Inspection, un essai en situation réelle a été effectué par l'exploitant, consistant à simuler un rejet d'effluent non conforme aux limites de pH à l'aide d'une solution tampon (basique). Il est à noter qu'en amont de cet essai, l'Inspection avait déjà pu constater l'alimentation en eau des bacs de traitement grâce aux débitmètres installés sur chacune des canalisations correspondantes.

Au cours de ce contrôle, il a été constaté que désormais, lors du déclenchement de l'alarme associée au système de contrôle en continu, l'électrovanne récemment installée interrompt automatiquement l'alimentation principale en eau. Cette interruption a été confirmée tant par la position du "voyant pointeau" de l'électrovanne que par la chute de pression observée sur les débitmètres des bacs, mettant ainsi fin aux rejets de la station de traitement des effluents.

Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Caractéristiques des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20-Point I

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance_Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée :

I. Sans préjudice des dispositions précédentes, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.[...]

« Par souci de lisibilité, le tableau des valeurs limites de concentration de l'arrêté ministériel est joint en annexe du présent rapport »

Constats :

Lors du contrôle initial en date du 29 janvier 2024, il avait été constaté que dans le cadre du positionnement transmis par l'exploitant en date du 9 avril 2019, aucun élément technique n'avait été transmis par l'exploitant en vue de justifier l'abandon de la surveillance de certains métaux, tels que l'argent et l'étain.

En effet, la justification d'abandon de la surveillance devait être motivée par des mesures techniques (fiches de données de sécurité, fiches techniques produits...).
Ce constat avait donné lieu à une demande d'action corrective formulée dans le rapport de l'inspection du 29 janvier 2024.

Afin de répondre aux éléments précités, l'exploitant a transmis à la date de rédaction du présent rapport, toutes les fiches de données de sécurité relatives aux produits ou substances utilisés dans le cadre du processus industriel.

Suite à une analyse par l'Inspection des documents transmis, il a été constaté qu'aucune mention de l'argent ou de l'étain n'apparaît dans la composition des produits ou substances utilisés dans le processus industriel de l'exploitant.

Au vu de ce constat, il est considéré que l'exploitant a répondu à la demande de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Compatibilité milieux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/06, article 20

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

Article 20 de l'arrêté ministériel du 30/06/06 :

[...] Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) [...]

Extrait de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 :

[...]

2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

«I. Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur.

[...]

Constats :

L'objectif du contrôle de cette prescription est de vérifier que le dossier transmis par l'exploitant en date du 9 avril 2019 (mise en œuvre de la réglementation applicable à l'ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau) permet de conclure que l'exploitant a effectivement procédé à l'examen de la compatibilité des rejets de l'installation avec le milieu naturel récepteur (l'III).

Au cours du contrôle en salle, et après une analyse conjointe des éléments transmis avec l'exploitant, l'Inspection a constaté que ce dossier comporte bien un positionnement sur les Valeurs Limites d'Émission (VLE) à appliquer, en proposant des valeurs alignées sur celles prescrites par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006. Toutefois, il n'inclut aucune étude démontrant la

compatibilité des VLE proposées avec les flux maximums admissibles par le milieu naturel récepteur.

Justification de la nécessité de l'étude sur la compatibilité des rejets avec le milieu naturel récepteur :

Pour s'assurer que les rejets de l'exploitant respectent les objectifs de bon état écologique et chimique des cours d'eau, l'Inspection a analysé les Valeurs Limites d'Émission (VLE) proposées par l'exploitant dans son dossier de 2019.

Cette évaluation a été réalisée à l'aide de l'outil proposé par la DREAL Grand-Est, qui permet de vérifier la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur. Il est à noter que la réglementation fixe un seuil de 10% du flux admissible par le milieu récepteur pour chaque paramètre.

L'analyse de l'Inspection s'est particulièrement concentrée sur deux polluants représentatifs de l'activité de l'exploitant et présents dans ses effluents :

- le zinc (Zn)
- le nickel (Ni)

Les calculs ont été effectués en tenant compte des données suivantes :

- débit d'étiage du cours d'eau (l'ILL à Altkirch) en amont du rejet (QMNA5) : 0,501 m³/s,
- débit maximal autorisé pour le rejet de l'exploitant (prescrit à l'article 8.3 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 1988) : 80 m³/jour.
- NQE (Normes de Qualité Environnementale) définies par la réglementation.

Cas du zinc (Zn) :

- VLE proposée par l'exploitant : 3 mg/L (soit 3 000 µg/L).
- Concentration dans le milieu naturel (l'ILL) en amont du rejet (issue du Système d'Information sur l'Eau Rhin-Meuse) : 1,13 µg/L.

Résultat : la VLE proposée, multipliée par le débit maximal autorisé, représente un flux équivalent à 83 % du flux maximal admissible, soit bien au-delà de la limite réglementaire de 10 %.

Cas du nickel (Ni) :

- VLE proposée par l'exploitant : 2 mg/L (soit 2 000 µg/L).
- Concentration dans le milieu naturel (l'ILL) en amont du rejet (issue du Système d'Information sur l'Eau Rhin-Meuse) : 0,96 µg/L.

Résultat : la VLE proposée multipliée par le débit maximal autorisé, représente un flux équivalent à 121 % du flux maximal admissible, soit bien au-delà de la limite réglementaire de 10 %.

En conclusion, les valeurs limites d'émission proposées par l'exploitant pour le zinc (83 % du flux maximal admissible) et le nickel (121 % du flux maximal admissible) ne respectent pas les exigences de compatibilité avec le milieu récepteur prévues à l'article 22-2-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié, entraînant ainsi un dépassement des seuils réglementaires et une dégradation potentielle de la qualité des eaux.

Considérant la prescription susvisée explicitant la nécessité que le dossier transmis puisse permettre une instruction conforme aux objectifs de bon état écologique et chimique des milieux aquatiques, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription susvisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant d'engager ce travail sur la totalité des substances retenues dans son

<p>positionnement de 2019, afin de réviser et de proposer des VLE compatibles avec le milieu naturel récepteur.</p> <p>L'outil d'évaluation est par ailleurs disponible sur le site internet de la DREAL Grand-Est en suivant le lien:</p> <ul style="list-style-type: none"> • https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/application-de-l-arrete-ministeriel-du-24-08-2017-a18170.html
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

ANNEXE

Article 20 point I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (nouvelles dispositions introduites par l'arrêté ministériel du 24 août 2017) :

[...]

1- Polluants spécifiques du secteur d'activité

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes avant rejet au milieu naturel :

	« N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Activité visée	Condition sur le flux
Ag	7440-22-4	1368	0,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 1 g/j
Aluminium	7429-90-5	1370	5 mg/l		Si le flux est supérieur à 10 g/j
Cadmium et ses composés* (en Cd)	7440-43-9	1388	0,2 mg/l 0,1 mg/l	- pour les installations ayant une activité de réparation et de rénovation - pour les installations	

			50 µg/l	ayant une activité les ateliers de cadmiage - sinon	
Chrome VI (en Cr ⁶⁺)	18540-29-9	1371	0,1 mg/l		
Chrome III	7440-47-3	5871	1,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	1,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Fer	7439-89-6	1393	5 mg/l		Si le flux est supérieur à 10 g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,5 mg/l 0,4 mg/l	- pour les installations ayant une activité de réparation et de rénovation - sinon	
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	2 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Etain et ses composés	7439-96-5	1394	2 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j

Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	3 mg/l		Si le flux est supérieur à 6 g/j
Trichlorométhane (chloroforme)	67-66-3	1135	1mg/l 0,25mg/l	- pour les installations avec une activité utilisant des bains de nickel chimique et/ou de zinc/nickel - sinon	

2- Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau

Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

<u>Substances de l'état chimique</u>			
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Diphényléthers bromés	-	-	50µg/l (somme des composés)
Tétra BDE 47*	5436-43-1	2919	25 µg/l
Penta BDE 99*	60348-	2916	25 µg/l

	60-9		
Penta BDE 100	189084-64-8	2915	-
Hexa BDE 153*	68631-49-2	2912	25 µg/l
Hexa BDE 154	207122-15-4	2911	-
HeptaBDE 183*	207122-16-5	2910	25 µg/l
DecaBDE 209	1163-19-5	1815	-
Chloroalcanes C10-13*	85535-84-8	1955	25 µg/l
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	75-09-2	1168	50 µg/l au delà de 1g/j
Fluoranthène	206-44-0	1191	25 µg/l au delà de 1g/j
Naphtalène	91-20-3	1517	130 µg/l au delà de 1g/j
Mercure et ses composés*	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nonylphénols *	84-852-15-3	1958	25 µg/l
Octylphénols	1806-26-4	6600 / 6370 / 6371	25 µg/l au delà de 1g/j
Tétrachloroéthylène	127-18-4	1272	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	1276	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j

Trichloroéthylène	79-01-6	1286	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
Composés du tributylétain (tributylétain-cation)*	36643-28-4	2879	25 µg/l
<u>Autres substances de l'état chimique</u>			
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)*	117-81-7	6616	25 µg/l
Acide perfluoro octanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	45298-90-6	6561	25 µg/l
Quinoxylène*	124495-18-7	2028	25 µg/l
« Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD »	-	7707	25 µg/l
Aclonifène	74070-46-5	1688	25 µg/l au delà de 1g/j
Bifénox	42576-02-3	1119	25 µg/l au delà de 1g/j
Cybutryne	28159-98-0	1935	25 µg/l au delà de 1g/j
Cyperméthrine	52315-07-8	1140	25 µg/l au delà de 1g/j
Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	3194-55-6	7128	25 µg/l
Heptachlore* et époxyde d'heptachlore*	76-44-8/ 1024-57-3	7706	25 µg/l
<u>Polluants spécifiques de l'état écologique</u>			

Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	-	-	<p>- NQE si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25µg/l</p> <p>- 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25µg/l</p>